



A Carouge, les femmes ont revisité leur place dans l'espace public

ÉGALITÉ • A la fontaine des Tours de Carouge, onze associations s'étaient réunies samedi pour repenser la place de la femme dans l'espace public.



A Carouge, la place de la femme a été évoquée à travers différentes approches. Particulièrement remarquée, une pièce mêlant théâtre et danse qui donnait la possibilité à ses interprètes de s'exprimer sur les problèmes qu'elles rencontrent. J.K. PHOTO

ANOUK ZBINDEN

Les femmes étaient à l'honneur samedi à Carouge. Onze associations partenaires s'y étaient réunies pour organiser une journée de réflexion sur le thème de la femme dans l'espace public. Parmi elles, des femmes artistes, des travailleuses sociales et des représentantes des associations féministes. Une collaboration fructueuse qui a permis d'aborder un sujet trop peu discuté et encore tabou.

Afin de débattre de la question et de toucher un public le plus large possible, différentes approches ont été utilisées: de la poésie au conte, en passant par le théâtre et même le slam.

Un besoin de s'affirmer

A travers cette poésie urbaine, Sista Valka a ainsi pu aborder samedi un thème qui lui tient à cœur. Cette rappeuse engagée discute en effet souvent de cette problématique dans le cadre des ateliers d'écriture et de slam qu'elle anime. Elle a souvent constaté que les jeunes filles ont énormément à dire sur leur rôle de femme dans leur famille et dans leur quotidien en général. «Mais parallèlement, elles ont de la peine à s'affirmer», remarque la chanteuse.

Une observation partagée par Christelle Iswala, professeur de hip-hop. «A la maison de quartier de Meyrin, les filles étaient peu visibles, effacées. Et toutes les activités qui y étaient proposées avaient une connotation masculine: baby-foot, billard. J'ai donc décidé de créer un atelier de danse pour les filles», explique-t-elle. Avec son amie Anita Diaz, elle a ensuite mis en scène une pièce de théâtre avec le même groupe d'adolescentes. Présenté une première fois à Meyrin, ce spectacle de danse-théâtre a fait un tabac samedi à Carouge. Une bonne vingtaine de jeunes s'étaient d'ailleurs déplacés pour voir leurs amies interpréter des adolescentes en difficultés.

«Nous nous sommes particulièrement intéressées aux problèmes qui touchaient les filles», explique Anita Diaz. Alcool, drogue, sexualité, et violence dans le couple sont autant de sujets qui ont été abordés dans la pièce. Sans vouloir faire passer de message précis ni proposer de solutions, Christelle et Anita ont avant tout cherché à pousser à la réflexion. Il s'agissait également de donner à ces jeunes danseuses la possibilité de s'affirmer par la danse et de s'exprimer par le théâtre sur des problèmes qui les

concernent. Elles espèrent pouvoir présenter cette pièce dans les cycles afin d'encourager une discussion sur ces thèmes dans les écoles.

Les jeunes au cœur du débat

Les adolescentes étaient également au cœur de l'interview-forum, organisée en fin d'après-midi. La violence, qui teinte trop souvent leurs relations avec des garçons, a été particulièrement évoquée. «Les violences faites aux jeunes femmes sont souvent présentées comme le résultat du comportement qu'elles adoptent, comme celui d'une déviance personnelle», a rappelé Magdalena Rosende, sociologue à l'université de Lausanne. «Or, si l'on veut qu'un vivre ensemble soit possible, il faut les considérer comme un phénomène social.»

Afin de faire cesser les violences envers les femmes en général, différentes solutions ont été proposées par le public et les intervenantes. La prévention et la sensibilisation ont cependant été le plus souvent mentionnées. «Il faut stimuler le sens critique dans les écoles et faire réfléchir les garçons sur les messages transmis par la musique et les médias, qui sont dévalorisants pour les femmes», a par

exemple suggéré Sandra Muri, permanente de Viol-secours. «L'attention des enseignants devrait par ailleurs être portée sur le fait que les discriminations constituent encore une question actuelle» a-t-elle ajouté.

Des discriminations qui passent notamment par la peur de se faire agresser. «Cette crainte, qui n'est pas vécue par les hommes, limite la mobilité des femmes dans l'espace public», a rappelé Magdalena Rosende, remettant le thème de la journée au cœur du débat. Car l'objectif de l'événement était avant tout la sensibilisation d'un public non averti à cette problématique. «Et il a été atteint», affirme Sandra Muri. Beaucoup de gens qui sortaient de leur immeuble se sont en effet arrêtés et ont demandé des informations sur l'événement et sur le thème de la journée», raconte-t-elle. «Certaines femmes nous ont même abordées pour nous dire que nous avions mis le doigt sur un problème dont elles avaient conscience mais qu'elles n'avaient jamais pu exprimer», ajoute-t-elle. Assez pour encourager l'association Viol-secours à continuer son entreprise de sensibilisation. Une campagne sur le sujet est ainsi déjà prévue pour l'année prochaine. I

Le service de protection des mineurs mis en cause

ENFANCE • Charles Beer évoque de graves manquements du service qui a tardé à secourir deux jeunes enfants livrés à eux-mêmes.

Le Service de la protection des mineurs (SPMi) de Genève aurait dû intervenir plus rapidement pour secourir deux jeunes enfants laissés à eux-mêmes dans un appartement insalubre à Carouge. Charles Beer, ministre de tutelle, reconnaît de graves manquements.

Cette situation ne me satisfait pas, explique le conseiller d'Etat à la tête du Département de l'Instruction publique, dans un entretien publié dans *Le Matin Dimanche*. Le service étant débordé de manière récurrente, il a d'ailleurs demandé des postes supplémentaires dans le cadre du budget 2010.

Deux enfants, un garçon de 4 ans et une fille de 10 ans, vivaient dans un appartement avec leur mère et son compagnon, tous deux toxicomanes, ainsi qu'avec deux chiens. Pendant plus d'un an, les enfants étaient abandonnés à leur sort dans des conditions de crasse et de dénuement épouvantables. Les animaux faisaient leurs besoins à l'intérieur.

C'est finalement l'intervention de l'office vétérinaire cantonal pour tenter de sauver les deux chiens qui a permis de secourir les enfants. Un assistant social était au courant du cas depuis septembre 2006, mais un suivi a seulement été mis en place en janvier 2007. Le SPMi est intervenu à la fin de l'été 2007 pour placer les enfants en foyer. «J'ai conscience que nous avons frôlé la catastrophe», relève M. Beer.

Une enquête administrative a été ouverte pour comprendre pourquoi le SPMi a tardé à agir, explique le conseiller d'Etat. Les conclusions montrent que l'assistant social en cause a commis une grave erreur d'appréciation des faits mais qu'il n'a pas commis de négligence, selon le magistrat. Il a reçu un blâme de même que son supérieur direct. Depuis, tous deux sont à la retraite anticipée.

Le procès de la mère toxicomane et de son compagnon s'est ouvert la semaine dernière devant le Tribunal de police à Genève en l'absence des deux accusés. Il se poursuivra le 28 octobre. Cette affaire rappelle le drame de Meyrin en 2001 où la fille d'une mère toxicomane avait été retrouvée morte de faim dans un appartement. ATS

EN BREF

LAUSANNE Eugène lit

Une balade aigre-douce au cœur de ses souvenirs d'enfance, de Bucarest à Lausanne, c'est ce que propose l'écrivain Eugène dans son livre *La Vallée de la jeunesse*, dont il lira des passages lundi à l'atelier du 6^e de la BCU, la Bibliothèque cantonale et universitaire de Lausanne. MOP
Lu 7 septembre à 19 h, BCU (place de la Riponne), Lausanne, www.unil.ch/bcu

PUBLICITÉ



La dimension internationale de Genève est un vrai «plus» pour notre ville. La concentration unique au monde de nombreuses organisations internationales et d'organisations non gouvernementales attire de nombreuses entreprises multinationales. Celles-ci apportent plus de 61 000 emplois directs à notre canton.

Yves Fluckiger
professeur d'économie, Université de Genève



Retrouvez
Le Courrier sur internet
www.lecourrier.ch

Le canton prend des engagements pour lutter contre l'homophobie

ÉDUCATION • Les premières Assises contre l'homophobie ont débouché sur plusieurs mesures concrètes pour lutter contre les préjugés homophobes à l'école.

Les Premières Assises contre l'homophobie à Genève ont pris fin samedi sur un vif succès avec plus de 600 participants en deux jours. A relever des engagements concrets de la part du canton, notamment en matière de formation des enseignants.

L'engouement pour ce rendez-vous est allé bien au-delà de nos espérances, a indiqué Catherine Gaillard, présidente de la Fédération genevoise des associations lesbiennes, bi et transsexuels (LGBT). Et surtout, ces discussions qui ont réuni beaucoup de professionnels de la jeunesse et des membres d'associations ont débouché sur des solutions pour mieux combattre l'homophobie en milieu scolaire. Ainsi, le Département de l'Instruction publique (DIP) va réfléchir à court

terme sur l'intégration de la notion d'orientation sexuelle et d'identité de genre dans la formation des enseignants. C'est une grande victoire, car actuellement les professeurs sont très souvent démunis face à ces questions.

Un autre engagement du DIP porte sur la mise à disposition de brochures d'information au sein des écoles. «Ce qui n'existe pour l'instant pas du tout», déplore M^{me} Gaillard. Enfin, des affiches indiquant le nom d'un interlocuteur apte à répondre aux questionnements des élèves seront aussi placardées dans les écoles.

A plus long terme, le DIP devrait aussi s'inspirer des expériences à l'étranger qui mettent en avant le travail des associations dans le milieu scolaire.

Il y a des adaptations à faire pour les appliquer à Genève, mais le DIP laisse la porte ouverte, se réjouit M^{me} Gaillard qui relève la volonté politique forte d'avancer dans la lutte contre l'homophobie.

Le premier stigmate de l'homophobie est le silence, relève encore M^{me} Gaillard. Les pistes dégagées à l'issue de ces Assises sont donc un grand pas dans la bonne direction. La Fédération genevoise des associations LGBT a aussi reçu l'assurance de revoir les responsables du DIP dans 12 à 18 mois pour faire un premier bilan.

Les deuxième Assises sont déjà en préparation. Elles pourraient se tenir d'ici deux à trois ans avec pour thème l'homophobie dans le monde du travail. ATS